



Organisation Non Gouvernementale ayant Statut spécial à l'ECOSOC aux Nations Unies, membre observateur à la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) de l'Union Africaine

GUINEE BISSAU : KUMBA YALLA PASSE A L'ACTE

La Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (RADDHO) exprime sa profonde préoccupation par rapport au retour au premier plan de la scène politique et médiatique de Kumba Yalla, ancien Président de la République bissau guinéenne, du fait de sa capacité de nuisance et son génie de déstabilisateur hors - pair, mais surtout et principalement à cause de son dangereux passage à l'acte après s'être autoproclamé Président de la République.

Les Communautés africaine et internationale ont fait preuve de beaucoup de compréhension par rapport à l'ancien Président dont le règne a totalement sapé les fondements des institutions républicaines en Guinée Bissau, miné l'économie, décrédibilisé l'Administration, ethnicié à outrance la hiérarchie de l'armée et bafoué l'image du pays dans le monde.

Sur la base de ses actes et autres frasques qui ont défrayé la chronique, la RADDHO s'était interrogée sur la cohérence de son comportement. Après qu'il s'est autoproclamé Président de la République bissau guinéenne, et après son passage à l'acte hier avec la tentative de coup d'Etat dans le contexte sensible et fragile d'un processus électoral destiné à rebâtir et relégitimer les institutions de la République, la RADDHO estime que le moment est venu de réexaminer avec le plus grand sérieux cette hypothèse et d'en tirer toutes les conséquences.

La RADDHO :

- salue la démarche de médiation initiée par trois chefs d'Etat de la CEDEAO afin de désamorcer la bombe qui menaçait la paix et la sécurité en Guinée Bissau et dans la sous région ;
- invite à une action rapide qui doit se traduire immédiatement par une présence massive des observateurs dans la phase préélectorale soumise à de sérieux risques d'une déstabilisation dont le but est d'empêcher les élections ;
- recommande à la CEDEAO, à l'Union Africaine et à la Communauté internationale de mettre immédiatement en place un dispositif fonctionnel de prévention de tout danger et de sécurisation du processus électoral bissau guinéen afin d'éviter les risques de violences et de conflit dans ce pays ;
- invite la classe politique et toute la Société Civile bissau guinéenne et africaine à se mobiliser pour défendre les institutions de la République et protéger le processus de l'élection présidentiel du 19 Juin 2005.

**Fait à Dakar le 26 mai 2005
Le Secrétariat Général**